



PROJET DE LOI SECURITE GLOBALE : LA LIBERTE D'INFORMER NE SAURAIT ETRE LIMITEE !

Le Press Club de France, l'UCP2F et l'ensemble des Clubs de la presse de France, en lien avec quatre syndicats représentatifs de la profession de journaliste (SNJ, SNJ-CGT, CFDT Journalistes et SGJ-FO) et la LDH ont confirmé leur opposition au projet de loi contre la Sécurité globale.

Continuons la mobilisation contre la proposition de loi Sécurité globale

A l'issue de la réunion avec le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, et sa fin de non-recevoir à la demande de retrait des articles 21, 22 et 24 de ce texte liberticide, l'ensemble des clubs de la presse et les organisations syndicales représentatives (SNJ, SNJ-CGT, CFDT Journalistes et SGJ-FO) ont appelé à poursuivre le mouvement de protestation. Défenseurs de la liberté de la presse les Clubs de la presse de France entendent continuer d'exprimer leur plus vive opposition à ce texte qui constitue une nouvelle attaque contre la liberté d'informar et fait peser des risques considérables "sur le droit à la vie privée", selon la défenseure des droits, Claire Hédon.

Tous concernés

Sous prétexte de protéger les policiers et gendarmes en exercice, la proposition de loi dite sécurité globale vient restreindre notre capacité à exercer nos métiers de journaliste et à informer nos concitoyens.

Nous sommes tous concernés car la libre circulation de l'information étant garante du bon fonctionnement d'une société démocratique, la liberté d'informar ne saurait être limitée.